

L'importance d'accroître les débouchés commerciaux du Canada et les possibilités d'investissement pour le secteur de l'agriculture par l'entremise des négociations d'accords de libre-échange (ALE) avec les grands acheteurs de légumineuses et de cultures spéciales, dont l'Union européenne, l'Inde et le Maroc, ont été mises en exergue, le 27 juin dernier à Montréal, par le ministre canadien de l'Agriculture, Gerry Ritz.



Il a, également, fait état de sa visite au Pavillon du Canada au Salon international de l'agriculture au Maroc (SIAM2012), le plus gros salon professionnel agricole de l'Afrique, où les légumineuses du Canada, invité d'honneur, ont été mises en valeur.

Un protocole d'entente a été signé, en avril dernier à Meknès en marge du SIAM 2012, entre le Maroc et le Canada avec pour objectif de promouvoir la coopération entre les deux pays dans les domaines de l'agriculture et l'agroalimentaire ainsi que les secteurs connexes, rappelle-t-on.

Ce protocole d'entente, qui s'inscrit dans le cadre des tractations en perspective de l'accord de libre-échange entre les deux pays a été signé par le ministre de l'Agriculture et de la pêche maritime, Aziz Akhannouch, et son homologue canadien Gerry Ritz.

L'accord cible ainsi plusieurs domaines de coopération prioritaires, portant notamment sur la santé des animaux, la protection des végétaux et salubrité des aliments conformément aux priorités préétablies entre les parties, le développement de la production agricole animale et végétale (conduite de programmes d'amélioration génétique

de l'élevage laitier, alimentation animale, production des semences certifiées, introduction de variétés végétales performantes, politique de qualité des produits agricoles, agriculture durable, etc.).

«Le Maroc est un marché important pour le Canada et son économie en pleine croissance offre aux entreprises et aux travailleurs canadiens d'excellentes possibilités d'élargir les échanges commerciaux et d'accroître les investissements», avait affirmé le ministre canadien du Commerce international, Ed Fast, à l'issue du troisième round des négociations en vue d'un accord de libre-échange Canada-Maroc, qui s'est déroulé du 18 au 22 juin à Ottawa.

«Un accord de libre-échange avec le Maroc serait le premier du genre à être signé par le Canada avec un pays d'Afrique, et il ouvrirait la voie à une plus grande présence commerciale du Canada sur les marchés de la Méditerranée et de l'Afrique du Nord», a-t-il soutenu.

Le quatrième round des négociations Maroc-Canada sur un accord de libre-échange est prévu fin octobre prochain à Rabat.

Source: MAP

La Libye libère le personnel de la CPI

Les quatre envoyés de la Cour pénale internationale (CPI) ont quitté la Libye le lundi 2 juillet après avoir été détenus pendant près d'un mois, a fait savoir l'AFP.

Cette équipe de la CPI était détenue à Zintane depuis le 7 juillet après s'être rendue dans cette ville pour y aider à préparer la défense de Seif al-Islam Kadhafi.

L'avocate australienne Melinda Taylor avait été accusée de transporter un stylo-caméra et d'avoir tenté de remettre au fils de Mouammar Kadhafi une lettre codée provenant de son ancien lieutenant Mohammed Ismail, qui est recherché par les autorités libyennes.

Le vice-ministre libyen des Affaires étrangères Mohammed Abdel Aziz a expliqué que ces envoyés de la CPI avaient été déférés devant un tribunal libyen le 23 juillet dans le cadre de la procédure judiciaire. On ne sait pas encore s'ils devront revenir en Libye pour leur procès, ou s'ils seront jugés par contumace.

Les autorités libyennes ont indiqué que les actes de cette équipe de la CPI constituaient "une atteinte à la sécurité nationale".

Accord de libre échange Maroc-Canada: Fin du troisième round



fin de la troisième série de négociations en vue d'un accord de libre-échange avec le Maroc.

Les négociations ont eu lieu à Ottawa du 18 au 22 juin 2012.

« Un accord de libre-échange avec le Maroc serait le premier du genre à être signé par le Canada avec un pays d'Afrique, et il ouvrirait la voie à une plus grande présence commerciale du Canada sur les marchés de la Méditerranée et de l'Afrique du Nord, a affirmé le ministre Fast. Notre gouvernement est conscient de l'importance du commerce pour l'économie canadienne. Un meilleur accès aux nouveaux marchés offre de nouvelles possibilités, crée des emplois et génère de la prospérité à long terme pour les entreprises et les travailleurs canadiens. »

Le Maroc est un marché important pour le Canada, et son économie en pleine croissance offre aux entreprises et aux travailleurs canadiens d'excellentes possibilités d'élargir les échanges commerciaux et d'accroître les investissements. L'économie marocaine devrait s'accroître de 3,7 p. 100 cette année et de 4,3 p. 100 en 2013.

En 2011, le commerce bilatéral de marchandises entre le Canada et le Maroc s'est élevé à près de 20 millions de dollars, et les exportations canadiennes de marchandises ont atteint 300 millions.

La quatrième série de négociations est prévue pour le début de l'automne 2012. Un accord commercial avec le Maroc offrirait aux exportateurs et aux investisseurs canadiens un accès privilégié au marché marocain en plein essor.

« Notre gouvernement a lancé le plan de stimulation du commerce le plus ambitieux que notre pays ait jamais

connu, a déclaré le ministre Fast. Nous avons entrepris de resserrer nos liens commerciaux et d'accroître les investissements avec les marchés en plein essor les plus importants et dynamiques du monde, dont le Brésil, la Chine, l'Inde, le Japon et l'Union européenne. Par ces mesures et grâce aux initiatives de notre gouvernement en faveur du libre-échange, les entreprises et les travailleurs canadiens jouissent dorénavant d'un accès privilégié et d'un réel avantage concurrentiel sur un plus grand nombre de marchés dans le monde qu'à toute autre époque de notre histoire. »

Depuis 2006, le gouvernement Harper a conclu des accords de libre-échange avec neuf pays, soit la Colombie, la Jordanie, le Panama, le Pérou, l'Association européenne de libre-échange (Islande, Liechtenstein, Norvège et Suisse) et le Honduras.

Le ministre du Commerce international et ministre de la porte d'entrée de l'Asie-Pacifique, l'honorable Ed Fast, a annoncé, le 22 juin dernier, la